

Éducation nationale : qu'attend Blanquer pour faire le ménage ?



Jean-Michel Blanquer

Qu'est-ce que l'Éducation nationale ? Autrefois, elle s'appelait Instruction publique et elle avait la prétention de permettre à tous de s'instruire, d'apprendre à lire, écrire et compter.

Cette *Instruction publique*, valorisée sous Napoléon III et son ministre Victor Duruy, avait de l'ambition, mais n'était pas exempte de défauts comme sous la III^e République avec l'imposition du parler français dans toutes les écoles de France au détriment des langues et dialectes locaux. Les hussards noirs, comme on appelait les instituteurs, avaient de l'autorité. Ils étaient les maîtres de la classe, de la cour de récréation et étaient tous très respectés dans les

villes et villages au même titre que le maire, le curé, le notaire, la gendarmerie, etc.

Les diplômes de fin de scolarité étaient un gage d'obtention d'acquisition du minimum comme le CEP que nos bacheliers d'aujourd'hui seraient bien incapable de passer et le Bac. Chaque jeune sortant et diplômé pouvait aborder, selon son niveau, le monde du travail artisanal, ouvrier, ou les champs. Pour les bacheliers, c'était les facultés. Tous savaient lire, écrire, et compter à 12 ans.

Qu'est devenue cette Instruction publique appelée désormais Éducation nationale, si peu éducative et si peu nationale, compte tenu du nombre d'élève étrangers dans les classes ?

Qu'est devenue cette Éducation nationale dont les héritiers des hussards noirs sont devenus des pleutres, des savonnettes, des individus dans leur grande majorité intéressés par leur bien-être, leurs congés, leur tranquillité, plutôt que par les progrès des élèves et leur réussite ?

À leurs décharge, je suis bien obligé de tenir compte qu'avec l'invasion migratoire, les salles bondées d'enfants parlant à peine le français, issus de milieux n'ayant aucun lien avec la communauté française, éduqués par des parents fidèles aux traditions de leurs pays d'origine, trimbalant dans leur mental des haines racistes et recuites de pseudo-anciens colonisés, et qui sont, de plus, plus sensibles aux aides sociales, aux allocations familiales déversées par la solidarité, et la fraternité française que par la trilogie Liberté- Égalité-Fraternité.

Ils s'en battent l'œil, s'en contrefoutent car s'ils vivent physiquement en France, ils sont, grâce aux paraboles qui pullulent sur les façades d'immeubles, branchés en permanence sur les chaînes d'infos de leurs pays. Aucune chance qu'ils s'intègrent, aucune.

Sauf pour ceux qui ont l'intelligence de comprendre la chance qu'ils ont d'être en France, pays qui leur offre la possibilité de ne pas vivre dans un bidonville de Bamako, Dakar, Tunis, Alger, Casablanca, ou Yaoundé. Il est vrai que même éduqués par la France, certains se retrouvent parmi les indigénistes haineux.

Qu'est devenue cette Éducation nationale dont la hiérarchie est lâche, soumise, forte avec les faibles, avec les quelques professeurs qui ont parfois le courage de dénoncer les conditions de travail et de dispensation de l'instruction ?

C'est la hiérarchie des couvertures. Celles des fonctionnaires du ministère, des recteurs, des inspecteurs d'académie plus prompts à dénoncer, à accuser, à sanctionner qu'à soutenir ou défendre un prof qui subit des insultes, des voies de faits, des harcèlements, des agressions.

Celles qui refusent de sanctionner des élèves qui harcèlent un étudiant, qui menacent de mort des profs et finissent pas les laisser sur les bancs des écoles pour proposer à la victime de quitter son collège, son lycée comme pour l'affaire Mila, cette jeune fille qui est donc sanctionnée de fait, pour avoir défendu son point de vue. Beau message de soumission aux harceleurs.

Hiérarchie des couvertures comme pour l'affaire **Samuel Paty**, assassiné sauvagement alors même que comme **Le Point** le révèle, il y eut des courriels rédigés par le rectorat au professeur, dans lesquels l'inspection académique aurait évoqué « *une appréciation inexacte de la laïcité et de la neutralité* ». Mort parce qu'il aurait commis une erreur d'appréciation. La famille a dû être contente d'apprendre cela. Sans compter tous ses collègues profs, qui se sont détournés de Samuel Paty. Tous, au demeurant, devaient être présents lors de la marche blanche. La honte ne les a pas

étouffés.

La couverture de l'académie de Versailles qui a, pour sa part, regretté des manquements de la part du professeur d'histoire-géographie ! Samuel Paty a été assassiné avec la complicité d'élèves, celle de profs lâches, mais aussi celle de sa hiérarchie.

Il ne faut pas croire que cette institution est la seule en cause.

Les gauchistes qui la composent de bas en haut pullulent dans cette institution. Ils auront encore, croyez-le, des larmes de crocodiles quand d'autres profs paieront le prix fort grâce à leur lâcheté !

Ils s'imaginent qu'en courbant la tête, ils éviteront le sabre, la hache du boucher, le couteau de cuisine. Quelle bêtise ! Ces femmes et ces hommes sans culture historique, sans conscience, et souvent sans science vu le niveau, n'arrivent pas à comprendre que le salut est de se mettre debout, et non de ramper en espérant la clémence des bourreaux.

Que dire de cette institution d'obédience catholique comme ce lycée de Saint-Sulpice siégeant au 68 rue d'Assas dans le très bourgeois 6^e arrondissement de Paris et faisant partie du [groupe OGEC](#).

Cette fois c'est un acharnement sur une employée, une hôtesse d'accueil, que nous connaissons bien à **Riposte Laïque** pour l'avoir remarquée pour son courage, sa pugnacité à défendre la laïcité à travers la **Brigade des Mères**.



Lycée Saint-Sulpice 68 rue d'Assas Paris VI^e

Madame [Nadia Remadna](#) est l'objet d'une sorte de harcèlement dans cette institution scolaire privée catholique dirigée par madame [Nathalie Jouclas](#) parce qu'elle a écrit un livre racontant son expérience, son combat comme lors de l'émission de **France 2** à **Sevran** démontrant que les femmes étaient refusée dans la salle, sous prétexte « *qu'ici, à Sevran, on est comme au bled* » .

Harcelée par sa hiérarchie parce qu'elle a été sur des plateaux de télévisions diverses pour alerter du danger de l'islam dans les banlieues, ou avec d'autres mères qui se battent avec elle, afin de préserver leurs enfants du salafisme et de la nuisance des Frères musulmans. La réponse de cette institution catholique est de l'exclure, de lui refuser de revenir travailler dans leurs locaux sous prétexte « *de la protéger* » .

La France est malade et nous le savons bien. Elle est empoisonnée par ces petits fonctionnaires qui disent comme en son temps Giono, « *plutôt allemand que mort* ».

Le peuple de France a longtemps cru qu'il avait été un peuple de résistants, mais chaque jour nous démontre qu'il

n'en est rien, qu'en son sein, le poison de la collaboration fait son œuvre.

Le peuple de France moutonneux obéit aux injonctions du pouvoir. Des citoyens, jeunes pour la plupart, portent, effrayés, un masque dans leur voiture personnelle, ils écoutent religieusement la propagande télévisée destructrice de liens sociaux et familiaux, et ils portent un masque, y compris seuls !

Ils le portent dans des lieux où il n'y a pas de raisons de le mettre comme dans les espaces non confinés, les chemins de montagnes, sur les plages, en mer, en nageant, comme nous le disent des professeurs comme Toussaint, etc.

Il y a des hélicoptères qui surveillent, à plusieurs milliers d'euros de l'heure le vol. Il y a des forces de l'ordre qui obéissent sans discernement. Ils obéissent alors même qu'ils pourraient, s'ils le voulaient, ne pas le faire ou simplement tempérer, mais ils doivent faire du chiffre, sauf dans les banlieues bien sûr, car c'est plus facile d'interdire de nager des personnes âgées, comme à Biarritz.

Le peuple de France aujourd'hui,

- C'est des profs qui s'écrasent
- Une hiérarchie éducative qui baisse les yeux ou dénonce le prof rebelle, ou le parent d'élève récalcitrant au fait que son enfant porte un masque à partir de 6 ans
- C'est des citoyens terrorisés qui remplissent, inquiets, leur « laisser passer » comme d'autres hier, ne sortaient pas sans leurs « *ausweis* »
- Des journalistes qui tombent dans la délation
- Des forces de l'ordre qui agissent comme des hommes de main !

Obéir, c'est bien normal en tant que représentants de l'ordre, mais on pensait que l'obéissance avait des limites

depuis Nuremberg, que c'était fini. Ce n'est manifestement pas le cas.

Gérard Brazon